

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA SOIXANTE-DOUZIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 25 mars 1980, à 10 h 30.

Président : M. Yu Pei-Wen (Chine)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. A. SALAH-BEY M. A. BENYAMINA
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. G. PFEIFFER M. N. KLINGER M. H. MULLER
<u>Argentine</u> :	M. A. DUMONT Mlle N. FREYRE PENABAD
<u>Australie</u> :	M. A. BEHM
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINX M. P. BERG M. J-M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U NGWE WIN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. DE SOUZA E SILVA M. S. DE QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. P. VOUTOV M. P. POPTCHEV
<u>Canada</u> :	M. J.T. SIMARD
<u>Chine</u> :	M. YU PEI-WEN M. LIANG YU-FAN M. LIANG DE-FEN M. JU XIAN-JIE M. PAN JU-SHEN Mme GE YU-YUN
<u>Cuba</u> :	M. L. SOLA VILA M. F. ORTIZ Mme V. BORODOWSKI-JACKIEWICH

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)Egypte :

M. O. EL-SHAFEI
M. M. EL-BARADEI
M. N. FAHMY

Etats-Unis d'Amérique :

M. C. FLOWERREE
M. A. AKALOVSKY
M. M. DALEY
M. S. FITZGERALD
M. H. WILSON
M. C.G. TAYLOR

Ethiopie :

M. F. YOHANNES

France :

M. F. de la GORCE
M. J. de BEAUSSE
M. M. COUTHURES

Hongrie :

M. I. KÖMIVES
M. C. GYÖRFFY

Inde :

M. C.R. GHAREKHAN
M. S. SÁRAN

Indonésie :

M. D.B. SULEMAN
M. HARYOMATARAM
M. H.M.U. SILABAN

Iran :

M. M. DABIRI

Italie :

M. V. CORDERO di MONTEZEMOLO
M. M. MORENO
M. C. FRATESCHI
M. F. DE LUCA

Japon :

M. Y. OKAWA
M. T. NONOYAMA
M. R. ISHII
M. K. MIYATA

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI
<u>Maroc</u> :	M. A. SKALLI M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCÍA ROBLES
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG
<u>Nigéria</u> :	M. T.O. OLUMOKO
<u>Pakistan</u> :	M. M. AKRAM M. S. BASHIR
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. AURICH MONTERO
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. H. PAĆ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. M. GRACZYNSKI M. KAULFUSS
<u>Roumanie</u> :	M. C. ENE M. A. SASU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.M. SUMMERHAYES M. N.H. MARSHALL
<u>Sri Lanka</u> :	M. I.B. FONSEKA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. L. NORBERG
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. P. LUKEŠ M. V. ROHAL-ILKIV

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Union des Républiques socialistes
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELIAN
M. B.P. PROKOFIEV
M. M.P. CHELEPINE
M. V.M. GANJA
M. V.I. OUSTINOV
M. A.I. TIOURENKOV
M. Y.P. KLIOUKINE
M. E.D. ZAITZEV
M. B.I. KORNEYENKO

Venezuela :

M. H. ARTEAGA

Yougoslavie :

M. D. DJOKIĆ

Zaïre :

M. KALONJI TSHIKALA KAKWAKA

Secrétaire du Comité du désarmement
et représentant personnel du
Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Sous-Secrétaire général :

M. J. MARTENSON

M. PFLEIFFER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, ma délégation se félicite des décisions prises par le Comité du désarmement au sujet de la création de quatre groupes de travail spéciaux. Ces décisions, et le consensus réalisé sur les mandats de ces groupes de travail, confirment la capacité d'action du Comité du désarmement. Ma délégation est persuadée que, dans les discussions et les négociations auxquelles va procéder le Comité, tous ses membres se montreront de même prêts à se joindre et à donner leur appui à tout consensus raisonnable.

A cet égard, ma délégation ne cache pas les préoccupations que lui inspirent certaines méthodes de négociation et de consultation. Si nous continuons à négocier en "blocs", nous risquons de nous trouver assez vite dans une impasse ce qui nous empêcherait d'obtenir des résultats dans certains domaines, du seul fait que des difficultés auraient été négligées dans d'autres.

Mon intervention d'aujourd'hui portera essentiellement sur les armes chimiques et les armes radiologiques. En ce qui concerne les armes chimiques, la position de la République fédérale d'Allemagne est claire. Nous sommes parties à la Convention de Genève de 1925. En 1954, aux termes d'un engagement ayant force obligatoire internationale dans le cadre européen, nous avons renoncé à fabriquer des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Depuis lors mon gouvernement a activement appuyé toutes les initiatives visant à établir une convention internationale contraignante et contrôlable interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques. Nous sommes déterminés à éliminer ces armes une fois pour toutes des arsenaux militaires.

Le Gouvernement fédéral a présenté au Comité du désarmement et à l'organe qui l'a précédé des documents de travail en ce sens, et il a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à participer à une réunion de travail organisée en 1979 dans mon pays pour démontrer qu'il était possible de vérifier l'absence de production d'armes chimiques dans le secteur civil. Ma délégation a exposé au Comité les résultats de cette réunion dans le document de travail CD/37.

Nous pensons qu'il existe suffisamment de documents et d'autres matériaux pour que le Groupe spécial sur les armes chimiques commence à travailler de façon constructive. Nous considérons que les Pays-Bas ont eu raison de proposer, que le Groupe de travail, comme première mesure, réexamine leur questionnaire lorsqu'il organisera ses travaux. D'autre part, il conviendrait d'examiner favorablement la suggestion australienne visant à familiariser les pays - avec l'aide d'experts - avec certains aspects de l'interdiction des armes chimiques.

(M. Pfeiffer, République fédérale d'Allemagne)

Je ne cacherai pas à cet égard que ma délégation s'inquiète des informations reçues ces derniers mois et ces dernières semaines indiquant que des armes chimiques étaient peut-être utilisées en Afghanistan, au Cambodge et au Laos. Cela ne peut que nous amener à insister davantage encore pour que soit rapidement conclue une convention internationale interdisant les armes chimiques.

Permettez-moi d'appeler l'attention du Comité sur l'importance d'un système global de vérification pour assurer l'efficacité internationale d'une interdiction des armes chimiques. Ma délégation a souligné la portée de cette question à maintes reprises. Un système de vérification insuffisant et inefficace risque d'affaiblir une convention sur les armes chimiques au point que le strict respect de cette convention par les parties ne serait plus garanti.

Nous reviendrons sur cette question et d'autres questions importantes au cours des discussions que le Groupe de travail spécial consacrera aux armes chimiques.

Ma délégation se félicite de même de la création d'un groupe de travail spécial sur les armes radiologiques. Celui-ci devra élaborer une convention internationale sur la base des propositions présentées en commun par les Etats-Unis et l'URSS dans les documents CD/31 et CD/32.

Ma délégation exprime à nouveau l'espoir qu'il sera possible d'établir une convention sur les armes radiologiques au cours de la session de 1980. C'est ce que devrait permettre la coopération de tous les Etats membres du Comité.

Ma délégation commentera en détail devant le Groupe de travail spécial les propositions contenues dans les deux documents que je viens de mentionner. Nous espérons que le Groupe de travail sur les armes radiologiques pourra très prochainement reprendre sa tâche.

M. LUKES^V (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais consacrer mon intervention d'aujourd'hui à la question du programme global de désarmement.

Mon gouvernement se rend parfaitement compte de la complexité et de l'urgence des tâches qui nous attendent, conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session. Durant la partie initiale de la présente session du Comité du désarmement, la délégation tchécoslovaque, de même que les autres délégations des pays socialistes, a fait porter tous ses efforts sur l'élaboration du programme de travail et sur la création de groupes de travail spéciaux.

Indépendamment du fait que certaines questions de procédure sont restées en suspens, nous sommes prêts à coopérer d'une manière constructive avec toutes les délégations soucieuses de voir le Comité aboutir à des résultats positifs au cours de la présente session.

(M. Lukeš, Tchécoslovaquie)

La République socialiste de Tchécoslovaquie attache la plus grande importance à la cessation de la course aux armements et à la réalisation du désarmement. Comme on l'a souligné à maintes reprises, il est indispensable de maintenir et de renforcer le processus de la détente et d'assurer le progrès économique et social de toute l'humanité.

Dans ce contexte, je voudrais souligner que les pays socialistes, dont la Tchécoslovaquie, font tout pour apporter une solution réaliste à ce problème capital et qu'ils ont participé activement, dès le début, à toutes les négociations sur le désarmement en présentant constamment des propositions concrètes. Nous pouvons dire qu'en fait, dans les négociations sur le désarmement, il n'y a pas une seule question qui n'ait fait l'objet de suggestions constructives de la part des pays socialistes. Il n'y a aucun type d'armes au sujet duquel les Etats socialistes ne soient prêts à engager des négociations pour sa limitation et sa complète élimination sur la base de la sécurité égale pour tous les Etats concernés. C'est dans le même esprit que nous sommes prêts à accueillir toutes propositions constructives des autres Etats. Telle est l'attitude prise par les Etats parties au Traité de Varsovie qui, en 1978, ont proposé à toutes les nations un programme général de paix impliquant la cessation de la course aux armements et la réalisation du désarmement. Le texte de ce document fondamental a été mis au point en 1979 lors des réunions qu'ont tenues à Budapest et à Berlin les Ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie.

Dans toutes ces manifestations de leur politique générale, les Etats socialistes ont proposé des moyens précis de résoudre les questions spécifiques liées au désarmement en vue d'atteindre dans ce domaine l'objectif ultime : le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Beaucoup de principes qu'ils ont ainsi énoncés se retrouvent dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Conformément aux conclusions de ce Document final, nous sommes prêts, conjointement avec les autres délégations des Etats membres du Comité du désarmement, à participer et à contribuer à l'élaboration du programme global de désarmement.

Nous nous félicitons de la création du Groupe de travail spécial qui est chargé d'un mandat important et difficile.

Je n'entends pas anticiper sur les travaux de ce Groupe spécial, mais je voudrais présenter quelques observations sur certains points qui nous paraissent

(M. Lukeš, Tchécoslovaquie)

mériter dans ce domaine de retenir spécialement l'attention. C'est un fait important que toutes les puissances nucléaires soient maintenant représentées dans notre Comité. L'immense tâche que représente l'élaboration du programme global de désarmement exigera leur participation active et constructive, ainsi que celle de tous les autres membres du Comité.

Toutes les délégations devront faire preuve de beaucoup de bonne volonté et accepter l'application pratique des principes qui figureront dans le programme détaillé de désarmement. Ce sera là l'une des principales conditions nécessaires à la réalisation du programme qui sera adopté.

L'un des principes les plus importants dont il faudra absolument tenir compte est que la sécurité d'aucune des parties concernées ne devra se trouver compromise. C'est également un point qui est souligné dans le Document final de la dixième session extraordinaire, de même que dans les Eléments du programme détaillé de désarmement recommandés au Comité par la Commission du désarmement des Nations Unies.

Il y a encore un point que je voudrais mentionner, à savoir que le plus grand nombre possible d'Etats devront participer aux négociations et aux accords qui en résulteront, ces Etats devant comprendre en particulier les puissances nucléaires et les Etats qui possèdent les armes et les forces armées les plus puissantes.

En ce qui concerne les mesures spécifiques précises à faire figurer dans le programme global de désarmement, je voudrais énumérer les principales d'entre elles :

La première concerne la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Il est nécessaire de passer le plus tôt possible des déclarations verbales aux négociations concrètes.

Viennent ensuite l'interdiction complète des armes chimiques, l'interdiction de tous les types nouveaux d'armes de destruction massive et, à cet égard, nous envisageons en premier lieu l'interdiction des armes radiologiques, puis la limitation et la réduction des forces armées et des armements conventionnels, la réduction des budgets militaires, etc.

Nous voyons avec satisfaction que tous ces points sont mentionnés dans les recommandations de la Commission du désarmement.

Mais beaucoup d'autres problèmes restent à examiner et à résoudre. Je me réserve le droit de revenir sur la question en temps opportun.

En terminant mon intervention d'aujourd'hui, je voudrais rappeler aux membres du Comité qu'à sa dernière session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un document important initialement présenté par la Tchécoslovaquie à laquelle

(M. Lukes, Tchécoslovaquie)

s'étaient joints 25 autres Etats : la Déclaration sur la coopération internationale pour le désarmement, qui figure dans la résolution 34/88. Nous espérons qu'au cours de l'élaboration du programme global de désarmement, notre Comité ou son Groupe spécial trouveront ce document utile.

II. SOLA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, pour ma première intervention dans une réunion officielle en mars, permettez-moi d'exprimer la reconnaissance de ma délégation pour l'excellent travail accompli par votre prédécesseur, M. l'Ambassadeur Mc Phail du Canada, qui a guidé nos travaux avec efficacité et habileté à l'ouverture des travaux du Comité du désarmement en cette année 1980. Je désire également vous adresser nos félicitations pour votre accession à la présidence pour ce mois-ci et vous réaffirmer que nous continuerons à collaborer à vos travaux et à vous apporter notre contribution dans l'exercice de vos fonctions.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous exposer quelques points de vue d'ordre général sur des questions concernant les travaux du Comité du désarmement.

Premièrement, lorsque nous avons adopté l'ordre du jour de cette année nous y avons inclus les mêmes questions que l'année dernière; ces questions n'ayant pu être examinées en 1979 que d'une façon très préliminaire, il fallait les inscrire de nouveau pour les examiner en profondeur; y avons ajouté un autre point intitulé : "Programme détaillé de désarmement", ce qui nous a donné un ordre du jour objectif et conforme aux exigences actuelles en ce qui concerne l'examen des questions de désarmement par notre Comité.

Deuxièmement, l'adoption du programme de travail du Comité pour la session de printemps a été rendue nécessaire par le fait que nous étudions ces questions; en effet l'adoption officielle revient à officialiser des activités, consultations et négociations, officielles à un moment opportun et logique.

Troisièmement, la création de quatre groupes de travail sur :

1. Les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.
2. Le programme global de désarmement.
3. Les armes radiologiques.
4. Les armes chimiques.

La création de ces quatre groupes de travail, comme l'a bien dit notre distingué collègue l'Ambassadeur du Mexique, M. García Robles, constitue sans conteste un fait historique dans cet organe multilatéral de négociation sur le désarmement.

(M. Sola Vila, Cuba)

S'il est certain que la négociation sur les mandats de ces groupes a été difficile, longue et complexe, - je dirai en passant que ma délégation tient à exprimer sa reconnaissance pour les efforts que les membres des groupes de contact ont déployés - ma délégation aurait préféré, comme beaucoup d'autres, que certains mandats soient abordés de façon différente, mais le fait est que ces groupes de travail existent et ouvrent la voie à l'objectif final qui est l'adoption de véritables mesures de désarmement.

En ce qui concerne la question intitulée "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires", le groupe de travail constitué l'année dernière a fait une oeuvre méritoire. Sur cette question, la sixième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés de La Havane a déclaré : "le moyen le plus efficace de se prémunir contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires réside dans le désarmement nucléaire et l'interdiction de l'usage des armes nucléaires. Les Etats dotés d'armes nucléaires doivent s'abstenir de toute activité dans le domaine nucléaire qui puisse mettre en danger la sécurité et le bien-être des populations des Etats non dotés d'armes nucléaires. La Conférence a noté avec satisfaction que des propositions en ce sens ont été présentées au Comité du désarmement et que celui-ci n'a élevé aucune objection de principe contre l'adoption d'une convention internationale visant à protéger les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'usage des armes nucléaires ou la menace d'en user. La Conférence s'est félicitée de la constitution d'un Groupe de travail chargé de négociations à cet effet. La Conférence a recommandé que les négociations se poursuivent à la prochaine session du Comité du désarmement en vue de l'élaboration d'une convention sur cette question."

Ma délégation, en tant que membre du Groupe des 21, partage pleinement les vues du Groupe en ce qui concerne les armes chimiques, qui ont été présentées au Comité dans les divers documents officiels, non seulement cette année mais également l'an passé.

Dès le début, le Groupe des 21 a estimé qu'il conviendrait de créer un groupe de travail sur les armes chimiques; par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'il y a quelques jours s'est terminée la Conférence des parties chargées de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, dont la Déclaration finale énumère, tant dans son préambule que dans la partie consacrée à l'examen de l'article IX de la Convention, les aspects qui concernent directement le Comité du désarmement, ce qui nous oblige à oeuvrer dans ce sens.

(M. Sola Vila, Cuba)

Au sujet des armes radiologiques, mon pays a pleinement appuyé, dès l'an dernier, la proposition commune concertée soviéto-américaine relative aux principaux éléments d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques; nous estimons que la conclusion rapide d'un traité d'interdiction de ces armes serait une mesure utile et concrète en faveur du désarmement général et complet. Certes, ces armes n'existent pas encore dans les arsenaux militaires, mais l'oeuvre de désarmement se trouverait renforcée si nous pouvions prendre des mesures préventives au lieu d'attendre que les armes soient mises au point pour ensuite les interdire.

S'agissant du programme complet de désarmement, les pays non alignés ont présenté en 1974 à la Commission du désarmement un document de travail intitulé "Eléments d'un programme global de désarmement" (A/CN.10/6). De leur côté les pays socialistes ont présenté le document A/CN.10/7/Rev. ; il existe également d'autres propositions. A ce sujet, Cuba a envoyé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sa réponse, qui figure dans le document A/CN.10/1 à côté d'autres opinions des Etats Membres de l'Organisation. Le Groupe de travail dispose donc déjà de nombreuses propositions sur cette question. Nous avons bon espoir que le Comité du désarmement pourra présenter, à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui se tiendra en 1982, des éléments susceptibles de permettre l'adoption du programme en question.

Il ne faut pas perdre de vue que toute mesure de désarmement aidera notamment à utiliser les ressources aujourd'hui consacrées à la course aux armements pour alléger les problèmes si graves dont souffre encore l'humanité, tels que la faim, la misère, l'analphabétisme, la maladie, etc. Voilà pourquoi mon pays attache une importance particulière au lien étroit qui existe entre le désarmement et le développement. La question est traitée dans notre décalogue. Nous avons bon espoir qu'à une date pas trop lointaine notre organe pourra consacrer son attention à l'examen de cette question d'intérêt primordial pour la communauté internationale et en particulier pour les pays qui souffrent encore dans leur propre chair de ces calamités, inconcevables à l'aube du XXIème siècle.

Ma délégation voudrait aborder maintenant la question de la participation des Etats non membres du Comité, question que nous n'avons pas encore pu régler au cours de nos travaux. Elle estime que si une demande de participation aux travaux du Comité est déposée par un Etat non membre, il ne convient pas de perdre du temps en discussions interminables; ce qu'il faut, c'est prendre une décision à ce sujet

(M. Sola Vila, Cuba)

dès que la demande nous parvient et en informer l'Etat intéressé. Nous savons parfaitement que nombre d'Etats non membres du Comité du désarmement qui demandent à participer aux travaux de celui-ci n'ont pas l'intention de nous gêner dans notre tâche, mais qu'ils ont bien au contraire comme objectif d'apporter une contribution utile à notre travail concret, qui consiste à négocier des mesures de désarmement, comme le prévoit notre règlement. Nous en trouvons la preuve concrète dans la participation des Etats non membres du Comité l'année dernière.

Enfin, Monsieur le Président, ma délégation s'inquiète de ce que le Comité du désarmement consacre autant de temps à des questions qui ne relèvent pas du mandat de cet organe multilatéral de négociation sur le désarmement. Tout Etat a le droit souverain d'exposer son point de vue sur telle ou telle question. Il s'agit là d'un droit que nous respectons strictement, mais il s'agit de s'entendre sur le forum où ce droit peut s'exprimer. Ma délégation répète donc que pour elle notre forum est un forum de négociation. Nous sommes 40 Etats et nos positions ne concordent pas toujours. Cela est logique et objectif et conforme au dénominateur commun qui régit les relations internationales.

Nous avons déjà créé quatre groupes de travail. C'est dans ces groupes qu'il nous faut concentrer tous nos efforts. Je le répète, nous avons une responsabilité à assumer devant le monde entier, et c'est celle d'offrir un travail concret, sérieux et responsable. Ma délégation est convaincue que c'est dans ce sens que nous travaillerons et que notre travail sera bénéfique pour tous les pays qui constituent aujourd'hui la communauté internationale, et en définitive pour la paix mondiale.

M. KÖMIVES (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais, au nom d'un groupe de pays socialistes, faire une déclaration évaluant la situation au Comité en ce qui concerne certaines questions encore pendantes. Le Groupe décidera peut-être de faire distribuer cette déclaration comme document officiel à une étape ultérieure.

Le Comité du désarmement est actuellement confronté à plusieurs tâches urgentes, auxquelles l'opinion publique internationale et les intérêts du renforcement de la paix et de la sécurité internationales exigent qu'il soit apporté rapidement une solution efficace.

Près de deux mois se sont passés depuis le début de notre session de 1980. On pourrait à juste titre attendre du Comité - qui a adopté son règlement intérieur

(M. Kónives, Hongrie)

détaillé au début de sa session de l'année dernière, établissant ainsi un cadre pour ses activités futures, et l'ayant appliqué concrètement avec succès - qu'il commence à s'acquitter de ses tâches urgentes. Pourtant, le Comité non seulement n'a pas commencé à examiner les questions de fond inscrites à son ordre du jour, mais se laisse entraîner dans des débats stériles sur des problèmes artificiellement créés qui le détournent de ses fonctions essentielles.

Il devient évident que certains Etats membres du Comité, qui poursuivent une politique étrangère militariste, intensifient la course aux armements et s'opposent à toute mesure effective visant la cessation de la course aux armements, s'efforcent de compliquer ou même de bloquer le travail du Comité. Ils travestissent leurs intentions en imposant au Comité des discussions sur des questions montées de toutes pièces et sans intérêt, concernant notamment des points de procédure.

Dans ces circonstances, un groupe d'Etats socialistes estime nécessaire de déclarer qu'il désapprouve absolument ce type d'obstruction de la part de certaines délégations au Comité, qui en fait risque de mener ses travaux au point mort.

On ne peut en effet que qualifier d'obstruction les menées de certaines délégations visant à empêcher l'examen des demandes faites par des Etats non membres du Comité en vue de participer à l'examen des questions qui les intéressent particulièrement. Cette obstruction est d'autant plus manifeste que l'examen de ces demandes est intentionnellement retardé depuis longtemps. Nous voudrions rappeler que l'année dernière l'examen de demandes similaires a été fait rapidement et sans complication.

On peut se demander quelle modification du règlement intérieur du Comité autorise à laisser sans examen les demandes faites par la Finlande le 21 février, par la République socialiste du Viet Nam le 27 février, par le Danemark le 3 mars, etc., alors qu'à la session de l'année dernière l'examen de telles demandes ne prenait que quelques jours.

Pour justifier leur tactique d'ajournement de l'examen des demandes des pays non membres, certaines délégations invoquent la nécessité de résoudre le problème de l'établissement de groupes de travail, disant qu'il sera ensuite possible d'examiner ces demandes.

Cet argument est manifestement infondé, puisque tous les Etats non membres n'ont pas jusqu'ici demandé à participer aux travaux d'un organe subsidiaire du Comité.

(M. Kömives, Hongrie)

L'une des conséquences évidentes de l'ajournement de l'examen des demandes formulées par les Etats non membres est que ces Etats, ayant exprimé le désir de parler de l'interdiction des armes chimiques, ont été mis dans l'impossibilité de le faire aux séances plénières spécialement consacrées à l'examen de cette question. On peut rappeler que le programme de travail réservait les 13 et 14 mars et le 20 mars pour le débat sur l'interdiction des armes chimiques.

Maintenant que la décision sur les groupes de travail a été prise, voici que l'on propose, évidemment à l'encontre du règlement intérieur, d'examiner ces demandes globalement. L'article 34 du règlement intérieur dispose clairement qu'"après avoir examiné cette demande, le Comité transmet par l'intermédiaire de son Président une invitation à cet effet à l'Etat ou aux Etats intéressés". Le règlement intérieur parle d'"une demande" et non pas de demandes, et d'une "invitation" et non pas d'invitations.

Comment peut-on parler d'examiner toutes les demandes globalement lorsque les demandes présentées par divers Etats membres diffèrent dans leur objet tant en ce qui concerne les questions qui les "intéressent particulièrement" que le niveau de participation, aux réunions officielles, aux réunions officieuses ou à celles des organes subsidiaires.

C'est pour cette raison que jamais au cours des travaux du Comité des demandes d'Etats non membres n'ont été considérées globalement. L'année dernière, ces demandes ont été examinées individuellement, en stricte conformité du règlement intérieur, compte tenu de leur teneur particulière.

La proposition d'examiner les demandes globalement, entièrement contraire au règlement intérieur, ne peut être considérée que comme une tentative de compliquer les travaux normaux du Comité.

Conscient du désir des peuples d'apporter une solution aux problèmes du désarmement, le Comité, inspiré par la résolution de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, a pris des dispositions appropriées en vue de la participation d'Etats non membres aux travaux du Comité. Toute tentative d'ajourner ou de bloquer l'examen de ces demandes, sous quelque prétexte que ce soit, ne peut que porter un préjudice sérieux aux fondements mêmes de l'activité normale du Comité, qui est un organe efficace de négociation sur les questions du désarmement.

Les pays socialistes estiment indispensable que le Comité revienne au plus tôt à ses fonctions normales et entame immédiatement l'examen des demandes faites par les Etats non membres en stricte conformité de son règlement intérieur, dans l'ordre dans lequel elles ont été soumises. Les pays socialistes sont prêts à coopérer d'une façon constructive avec les autres délégations du Comité en vue de l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : A l'une des précédentes séances du Comité, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait une déclaration dans laquelle il s'est référé à des informations concernant une prétendue utilisation d'armes chimiques en Afghanistan, au Laos et au Kampuchea. Le représentant du Japon, lui aussi, a jugé bon de mentionner ces élucubrations et, aujourd'hui, le représentant de la République fédérale d'Allemagne en a fait autant. A ce propos, notre délégation voudrait déclarer ce qui suit :

Premièrement. Ainsi que la délégation soviétique l'a déjà souligné dans la déclaration qu'elle a faite au Comité le 6 mars, l'Union soviétique, qui a été l'un des premiers Etats à signer le Protocole de Genève de 1925, a toujours agi et continue d'agir conformément aux dispositions, aux principes et aux objectifs de celui-ci. L'Union soviétique n'a jamais et nulle part utilisé d'armes chimiques. Et bien entendu le contingent militaire restreint de l'Union soviétique en Afghanistan n'y a pas eu et n'y a pas recours. L'URSS, qui attache une grande importance au Protocole de Genève, a déployé des efforts considérables pour conférer à cet instrument international un caractère véritablement universel. On peut faire observer, en passant, que ce n'est qu'en 1975 que les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré au Protocole de Genève de 1925, et, comme on le sait, ils ne l'ont fait qu'avec des réserves.

Deuxièmement. Les diverses affabulations précitées qui ont vu le jour en Occident ne contiennent évidemment ni faits ni preuves d'aucune sorte puisqu'il n'en existe pas dans la réalité. On peut se demander ce qui est à l'origine de cette nouvelle calomnie à l'adresse de l'Union soviétique ? Il y a quelques jours, dans un autre forum, celui de la Conférence d'examen du fonctionnement de la convention bactériologique, nous avons déjà eu l'occasion de décrire l'un des symptômes de la présence d'une forme aiguë d'une grave maladie qui s'appelle "Hysteria antisovietica". Apparemment, en l'occurrence également, il s'agit d'une manifestation de cette même maladie. Elle a déjà contaminé plusieurs délégations et il n'est pas exclu que d'autres encore, appartenant évidemment à un groupe déterminé de pays, en soient atteintes. Sa dissémination a un but bien déterminé - empoisonner le climat au Comité, qui est déjà loin d'être sain.

Si l'on s'efforce néanmoins d'analyser les causes de cette affabulation, elles sont éclairées, dans une certaine mesure, par l'interview du commandant en chef des forces armées de l'OTAN en Europe, le général américain Rogers, dont la presse occidentale a récemment rendu compte et dont il ressort que le Pentagone et les militaristes de l'OTAN ont besoin de ces fictions pour justifier leur comportement axé sur la poursuite de l'accroissement et sur le perfectionnement de l'arsenal d'armes chimiques.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Pour ce qui est des faits - et non des contes - en matière d'emploi d'armes chimiques, nous voudrions rappeler ce qui suit. D'après les données d'une conférence internationale scientifique de caractère représentatif qui s'est tenue en 1970 à Paris, avec la participation de nombreux experts dont des experts des Etats-Unis d'Amérique, il résulte de renseignements incomplets que les forces armées américaines ont, dans le seul Viet Nam du Sud, "traité" avec des substances toxiques 13 000 km² soit 43 % de toutes les superficies cultivées et 2 500 km² soit 44 % de tous les massifs forestiers. Au cours de la guerre chimique au Viet Nam du Sud, on a éparpillé plus de 100 000 tonnes d'agents toxiques; près de 2 millions d'êtres humains ont été les victimes de ces actes et des milliers d'entre eux en sont morts.

Ces activités ont également causé la destruction de la flore et de la faune sur de vastes étendues, perturbé l'équilibre écologique, intensifié l'érosion des sols et détruit les bases de la production de denrées alimentaires dans toute une série de régions.

Nous tenons tout particulièrement à souligner qu'il ne s'agit pas uniquement du passé. Le drame tient aussi au fait que la génération actuelle des Vietnamiens nés après la déroute des interventionnistes est également une victime de la guerre chimique. Nombre d'enfants vietnamiens naissent avec des anomalies ou sont atteints de maladies imputables à des modifications pathologiques dans l'organisme de parents qui ont été exposés à l'action de substances toxiques.

La reconstitution des forêts et des plantations ainsi que celle de la fertilité des sols exigeront encore des dizaines d'années.

Tels sont les faits, si l'on veut vraiment parler des faits, et nous sommes de ceux qui pensent que des actes de ce genre menacent la viabilité du Protocole de Genève et exigent de nouveaux efforts en vue de renforcer celui-ci, de parvenir au plus tôt à un accord sur une interdiction efficace des armes chimiques, afin d'éviter à tout jamais que se reproduise la tragédie du peuple vietnamien, qui a éprouvé dans sa chair les horreurs de la guerre chimique.

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Il y a quelques minutes, nous avons entendu la déclaration qu'a faite au nom d'un groupe de pays socialistes le distingué représentant de la Hongrie au sujet des travaux du Comité et de certaines des questions dont celui-ci est saisi.

Je me réfère en particulier aux observations qu'il a formulées quant à la participation d'Etats non membres à nos travaux. Je n'entends pas faire perdre du temps au Comité en lui exposant l'interprétation que donne ma délégation au règlement intérieur; mais je voudrais rappeler que, depuis le début des travaux

(M. Akram, Pakistan)

du Comité l'année dernière, ma délégation garde l'attitude la plus ouverte à l'égard de la participation d'Etats non membres à nos travaux. Elle interprète le règlement intérieur de la manière la plus souple, afin de permettre à tous les Etats non membres qui le désirent d'exposer leurs vues devant nous.

C'est dans cet esprit que, tenant compte des observations présentées par le distingué représentant de la Hongrie, je tiens à déclarer que ma délégation est prête à examiner à la présente séance les demandes émanant des Etats non membres dans l'ordre où elles ont été présentées, mais que, bien entendu, comme c'est son droit, elle réserve sa position sur chacune de ces demandes jusqu'à ce qu'elles aient été toutes examinées par le Comité.

Le PRESIDENT (Chine) (a parlé en chinois; traduit de l'anglais) :

Aucune autre délégation ne demandant la parole, j'indique que la prochaine séance du Comité du désarmement aura lieu jeudi 27 mars 1980 à 10 h 30.

La séance est levée à 11 h 40.